

Volet B**Copie à publier aux annexes du Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**Réservé
au
Moniteur
belge***19313948***Déposé
04-04-2019

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 09/04/2019 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 0724570796**Dénomination :** (en entier) : **KineMoveo**

(en abrégé) :

Forme juridique : Société privée à responsabilité limitée**Siège :** Rue des Vingt-Deux 26
(adresse complète) 4000 Liège**Objet(s) de l'acte :** CONSTITUTION (NOUVELLE PERSONNE MORALE, OUVERTURE
SUCCURSALE)D'un acte reçu par Maître Olivier **CASTERS**, notaire à Saint-Nicolas (3ème canton de Liège), le 4 avril 2019, il résulte que :1/ Mademoiselle **STASSEN** Laura Marie, née à Liège, le dix-neuf mars mil neuf cent nonante-six, domiciliée à 4000-Liège, rue des Vingt-Deux, 26 ;

Et:

2/ La société privée à responsabilité limitée « **C.H.A.R.L. SOLUTIONS** », dont le siège social est situé à 4000-Liège, rue des Vingt-Deux, 26, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro 452.345.048 (Liège – division Liège), ont constitué entre eux la société privée à responsabilité limitée « **KineMoveo** », ayant son siège social à 4000-Liège, rue des Vingt-Deux, 26, au capital de dix-huit mille six cents euros (18.600,00 €) représenté par cent parts sociales sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un centième de l'avoir social, toutes souscrites en numéraire comme suit :

- par Mademoiselle Laura STASSEN : nonante-neuf parts, soit une souscription de dix-huit mille quatre cent quatorze euros ;

- par la société privée à responsabilité limitée « **C.H.A.R.L. SOLUTIONS** » : une part, soit une souscription de cent quatre-vingt-six euros,

libérées chacune à concurrence d'un tiers, par un versement en espèces qu'ils ont effectué à un compte bloqué ouvert au nom de la société en formation sous le numéro BE94 7320 5023 2614 dans les livres de la société CBC BANQUE, à Namur, de sorte que la somme de six mille deux cents euros se trouve dès à présent à disposition de la société.

Les conditions des articles 214 (capital minimum), 216 (souscription intégrale du capital) et 223 (libération minimale du capital) du Code des sociétés sont respectées.

Les statuts de la société privée à responsabilité limitée « **KineMoveo** » sont les suivants :

STATUTS:

TITRE I. FORME – DENOMINATION – SIEGE SOCIAL – OBJET – DUREE

Article 1.- **FORME - DENOMINATION**La société privée à responsabilité limitée de dénomination « **KineMoveo** », dont les statuts suivent, est régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

Cette dénomination est toujours accompagnée des mots « société privée à responsabilité limitée » ou de l'acronyme « SPRL »

Article 2.- **SIEGE**

Le siège social est établi à 4000-Liège, rue des Vingt-Deux, 26.

Il peut être transféré en tout endroit de la Région de Bruxelles-Capitale ou de la région de langue française de Belgique, par simple décision de la gérance qui a tous pouvoirs aux fins de faire constater authentiquement la modification qui en résulte.

La société peut établir, par simple décision de la gérance, des sièges administratifs, agences, ateliers, dépôts et succursales, tant en Belgique qu'à l'étranger.

Article 3.- **OBJET**

La société a pour objet de faire pour son compte ou pour le compte de tiers ou encore en participation ou en association, tant en Belgique qu'à l'étranger, toutes opérations généralement

Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association ou la fondation à l'égard des tiers**Au verso** : Nom et signature.

quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à :

- la kinésithérapie au sens large ;
- la rééducation ;
- la gymnastique médicale ;
- le massage ;
- thérapie manuelle ;
- physiothérapie ;
- crocheting ;
- fasciothérapie ;
- l'électrothérapie ;
- l'hydrothérapie ;
- la fascithérapie ;
- le concept niromathé ;
- kiné sportive au sens large ;
- toutes autres activités paramédicales se rapportant directement ou indirectement à ce qui précède ;
- la pratique de tous types de traitements relatifs à la revalidation physique ;
- tous soins de remise en forme ;
- toutes activités se rapportant à l'exercice de la kinésithérapie et la mise en œuvre des techniques kinésithérapeutiques ainsi que toutes disciplines apparentées, telles que l'ostéopathie ou la nutrithérapie, et tous types de soins en rapport avec la kinésithérapie, la réadaptation, la gymnastique médicale ainsi que tout traitement de rééducation et de revalorisation des aptitudes physiques, les soins étant dispensés au cabinet, au domicile du patient ou en institution ;
- l'exploitation d'un centre de kinésithérapie et/ou ayant pour objet de fournir tous les soins que ces traitements exigent ;
- dans le cadre de cette activité, la formation individuelle, l'organisation et l'animation de stages et de séminaires et la participation à des conférences, des cours ou des journées d'étude ;
- l'achat et la vente de tous matériels et appareils, de produits et fournitures nécessaires pour l'exercice des activités professionnelles qui précèdent ;
- l'engagement de personnel administratif et/ou soignant ;
- la mise à disposition de locaux ;
- la concession du droit d'exploiter des activités en rapport avec ce qui précède ;
- la préparation physique personnalisée, le coaching personnel, les stages multisports, toutes activités de remise en forme physique, le cardio fitness, la musculation, les sports de combat, le yoga, les pratiques de relaxation, de sophrologie, de shiatsu, la diététique et l'esthétique, l'exploitation éventuelle d'une piscine, de saunas, de hammams, de jacuzzis, solariums ou toutes activités apparentées ;
- l'organisation de séminaires, de stages de formation, de cours, de conférences et de recyclage ayant trait à la kinésithérapie ;
- toutes prestations se rattachant notamment à l'ostéopathie, l'ergothérapie, l'endermologie, ... cette énumération n'est pas limitative ;
- toutes opérations immobilières au sens le plus large du terme, en pleine ou nue-propriété, usufruit, superficie ou emphytéose ; à ce titre, la société pourra acheter et vendre tout immeuble, droit, obligation et titre immobilier, ériger des immeubles, les aménager, les décorer, les prendre ou les donner en location, prendre ou consentir des droits d'emphytéose ou de superficie, faire tous les travaux en vue de rendre des immeubles rentables, lotir des terrains, créer la voirie nécessaire, conclure tous contrats de leasing, etc.
- l'activité de conseil en matière technique, commerciale ou administrative, au sens large, l'assistance et la fourniture de services, directement ou indirectement, dans le domaine administratif et technique ;
- la prestation des services administratifs et informatiques ;
- la gestion de projets.

Au cas où la prestation de certaines activités ou services serait soumise à des conditions préalables d'accès à la profession, la société subordonnera son action, en ce qui concerne la prestation de ces services et activités à la réalisation de ces conditions.

Elle peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet analogue, similaire ou connexe au sien, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise et, plus généralement, dans toutes affaires mobilières, immobilières, industrielles, commerciales et financières se rapportant directement ou indirectement à son objet social.

Article 4.- DUREE

La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle commence ses activités ce jour.

La société n'est pas dissoute par la mort, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association ou la fondation à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature.

TITRE II : CAPITAL SOCIAL

Article 5.- **CAPITAL**

Le capital social est fixé à dix-huit mille six cents euros (18.600,00€). Il est représenté par cent parts sociales sans désignation de valeur nominale, toutes souscrites en numéraire.

TITRE III. TITRES

Article 6. - **REGISTRE DES PARTS SOCIALES**

Il est tenu au siège social un registre des parts sociales qui contient:

- la désignation précise de chaque associé et le nombre de parts lui appartenant;
- l'indication des versements effectués;
- les transferts ou transmissions de parts datés et signés par le cédant et le cessionnaire, dans le cas de cession entre vifs, et par le gérant et le bénéficiaire en cas de transmission à cause de mort.

Article 7.- **CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES**

Les parts sociales d'un associé ne peuvent à peine de nullité être cédées entre vifs ou transmises à cause de mort qu'avec le consentement de la moitié au moins des associés, possédant au moins les trois quarts du capital, déduction faite des droits dont la cession est proposée.

Cet agrément est requis pour toute cession ou transmission de parts sociales.

Le refus d'agrément ne donne lieu à aucun recours. Les associés opposants ont six mois à dater du refus pour trouver eux-mêmes acheteurs; faute de quoi, ils sont tenus d'acquiescer eux-mêmes les parts ou de lever l'opposition.

Le prix de rachat est fixé chaque année par l'assemblée générale appelée à statuer sur le bilan. Ce point doit être porté à l'ordre du jour. Le prix ainsi fixé est valable jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle et ne peut être modifié entre-temps que sur décision de l'assemblée générale, prise aux conditions de présence et de majorité requises pour la modification des statuts. Au cas où l'assemblée générale ne statue pas sur ce point, la valeur de la part est au minimum égale à sa valeur comptable.

Le prix est payable au plus tard dans l'année à compter du jour du rachat. En aucun cas, le cédant ne peut exiger la dissolution de la société.

Si la société ne comprend qu'un associé, celui-ci sera libre de céder tout ou partie des parts à qui il l'entend.

TITRE IV. GESTION – CONTRÔLE

Article 8.- **GESTION**

La société est administrée par un gérant ou plusieurs gérants.

En cas de vacance de la place de gérant, l'assemblée délibérant comme en matière de modification aux statuts pourvoit au remplacement du gérant. Elle fixe la durée de ses fonctions ainsi que ses pouvoirs.

Lorsqu'il y a plusieurs gérants, ils forment un conseil de gérance qui délibère valablement lorsque la majorité de ses membres est présente; ses décisions sont prises à la majorité des voix.

Si une personne morale est nommée gérante, elle désignera un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission et pourra également désigner un suppléant pour pallier tout empêchement de celui-ci. A cet égard, les tiers ne pourront exiger de justification des pouvoirs du représentant (et du représentant suppléant, s'il échet) autre que la réalisation de la publicité requise par la loi de sa (leur) désignation en qualité de représentant.

Article 9.- **POUVOIRS DU GERANT**

La gérance est investie des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui intéressent la société. Elle a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés par la loi à l'assemblée générale.

Article 10.- **EMOLUMENTS**

L'assemblée peut allouer au(x) gérant(s) des émoluments fixes ou variables à prélever sur les frais généraux.

Article 11.- **SIGNATURE**

Tous les actes engageant la société, même les actes auxquels un officier public ou ministériel prête son concours sont valablement signés par le gérant lorsqu'il n'y en a qu'un et par deux gérants lorsqu'il y en a plusieurs, qui n'a/ont pas à justifier vis-à-vis des tiers d'une autorisation spéciale de l'assemblée.

Article 12.- **GESTION JOURNALIERE**

Chaque gérant dispose seul des pouvoirs de signature dans le cadre de la gestion journalière. Par gestion journalière, on entend, comme de droit, les actes qu'il est nécessaire d'accomplir au jour le jour pour assurer la marche des affaires sociales dont, notamment, les actes conservatoires, l'expédition des affaires courantes, ainsi que l'exécution des décisions prises par l'assemblée générale et par le conseil de gérance s'il y en a. L'assemblée générale pourra déterminer un montant à partir duquel les actes posés par la gérance ne ressortissent plus de la gestion journalière.

La gérance peut déléguer à un ou plusieurs fondés de pouvoirs telle partie de ses pouvoirs de gestion journalière qu'elle détermine et pour la durée qu'elle fixe.

Article 13.- RESPONSABILITE DU GERANT

Un gérant ne contracte, à raison de sa gestion, aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société, mais il est responsable vis-à-vis de la société de l'exécution de son mandat et des fautes commises dans l'exercice de ses fonctions.

Article 14.- SURVEILLANCE

Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité au regard de la loi et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels, est exercé conformément au prescrit légal. L'assemblée générale peut nommer un commissaire même si cette désignation n'est pas légalement obligatoire.

TITRE V. ASSEMBLEE GENERALE

Article 15.- ASSEMBLEE GENERALE

Il est tenu une assemblée générale ordinaire chaque année le premier vendredi du mois de mai, à vingt heures, au siège social ou dans tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée générale se tient extraordinairement chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou sur la demande d'associés représentant le cinquième du capital.

L'assemblée générale est convoquée par le gérant.

Les convocations se font par lettres recommandées, adressées aux associés, quinze jours au moins avant l'assemblée.

Tout associé peut se faire représenter aux assemblées par un mandataire pourvu que celui-ci soit lui-même un associé et qu'il ait le droit d'assister lui-même aux assemblées.

Le gérant ou le conseil de gérance peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui, cinq jours francs avant l'assemblée.

Toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, est présidée par le gérant le plus âgé ou, à son défaut, par l'associé présent le plus âgé.

Le président désigne le secrétaire et l'assemblée les scrutateurs. Ces personnes forment le bureau de l'assemblée, qui arrête la liste des présences.

Sauf dans les cas prévus par la loi et les statuts, les décisions sont prises, quel que soit le nombre des parts représentées, à la majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

En cas de démembrement du droit de propriété portant sur une part sociale, le droit de vote sera exercé par l'usufruitier quel que soit l'objet de la délibération portée à l'ordre du jour.

Si la société ne comporte qu'un associé, ce dernier exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Il ne peut les déléguer.

Toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, peut être prorogée, séance tenante, à trois semaines au plus par la gérance. Cette prorogation annule toute décision prise. La seconde assemblée délibérera sur le même ordre du jour et statuera définitivement.

TITRE VI. EXERCICE SOCIAL REPARTITION – RESERVES

Article 16.- ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Article 17.- INVENTAIRE - BILAN

Le trente et un décembre de chaque année, le gérant ou le conseil de gérance dresse un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières ainsi que de toutes dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements et ses dettes envers la société. A la même date, le gérant ou le conseil de gérance forme le bilan et le compte de résultats dans lequel les amortissements doivent être faits.

Article 18.- REPARTITION DES BENEFICES

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges sociales et amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice, il est prélevé:

1. cinq pour cent minimum pour la formation du fonds de réserve légale. Ce prélèvement devient facultatif lorsque la réserve atteint dix pour cent du capital.
2. le solde est réparti également entre toutes les parts.

Toutefois, le gérant ou le conseil de gérance peut proposer à l'assemblée générale d'affecter tout ou partie du bénéfice net, après prélèvement prévu sous 1, soit à des reports à nouveau, soit à des fonds de prévision extraordinaires.

Article 19.- DISSOLUTION

En cas de dissolution de la société pour quelque cause que ce soit, et à quelque moment que ce soit, la liquidation s'opère par les soins du gérant ou du conseil de gérance agissant en qualité de liquidateur et, à défaut, par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale.

Le ou les liquidateurs disposent des pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 181 et suivants du Code des sociétés.

Article 20.- REPARTITION DE L'ACTIF NET

Après apurement de toutes les dettes, l'actif net sert d'abord à rembourser en espèces ou en titres le

montant libéré et non amorti des parts.

Le solde bénéficiaire sera partagé entre les associés en proportion du nombre de parts qu'ils possèdent, chaque part conférant un droit égal.

Les pertes éventuelles seront supportées par les associés dans la même proportion, sans toutefois qu'un associé puisse être tenu d'effectuer aucun versement au delà de son apport à la société.

Article 21.- **DIVERS**

En aucun cas et pour quelque cause que ce soit, il ne peut être requis d'apposition de scellés sur l'actif de la société, soit à la requête des associés, soit à la requête de leurs créanciers, héritiers ou ayants-droit.

Article 22.- **ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des statuts, tout associé, gérant ou liquidateur fait élection de domicile au siège social où toutes les communications, assignations, significations peuvent lui être valablement faites.

DISPOSITIONS FINALES ET (OU) TRANSITOIRES

1. Premier exercice social et première assemblée générale ordinaire.

Le premier exercice social débutera le jour du dépôt au greffe d'un extrait du présent acte et finira le trente et un décembre deux mil vingt.

La première assemblée générale ordinaire aura donc lieu le premier vendredi du mois de mai deux mil vingt et un.

2. Gérance

Les fondateurs décident de fixer actuellement le nombre de gérants à un.

Mademoiselle Laura Marie STASSEN, domiciliée à 4000 Liège, rue des Vingt-Deux, 26, est nommée gérante pour une durée indéterminée.

Sauf décision contraire ultérieure de l'assemblée générale, son mandat sera rémunéré.

3. Commissaire

Compte tenu des critères légaux, les fondateurs décident de ne pas procéder actuellement à la nomination d'un commissaire.

4. Pouvoirs

Mademoiselle Laura STASSEN ou toute autre personne désignée par elle, est désigné en qualité de mandataire ad hoc de la société, afin de disposer des fonds, de signer tous documents et de procéder aux formalités requises auprès de l'administration de la T.V.A. ou en vue de l'inscription à la Banque carrefour des Entreprises.

Aux effets ci-dessus, le mandataire ad hoc aura le pouvoir de prendre tous engagements au nom de la société, faire telles déclarations qu'il y aura lieu, signer tous documents et en général faire tout ce qui sera utile ou nécessaire pour l'exécution du mandat lui confié.

Pour extrait analytique conforme,

Olivier CASTERS, notaire.

Pièce déposée : expédition de l'acte.